

Dissidence de la broussaille

Rodolphe Christin

(extraits)

LA RÈGLE DES TEMPS QUI COURENT : PRIVATISATION DE LA VIE par achat de la vie, devenue marchande, mais également privatisation de la vie sociale, au sens où l'entendait Cornélius Castoriadis¹. C'est-à-dire comme le repli de chacun sur ses propres affaires, entre les quatre murs de son petit confort au détriment des affaires communes, laissées aux soins de professionnels ou d'une hiérarchie juridico-technicienne quelconque. Les uns décident ce que les autres subissent. Et les uns organisent les compensations des autres, retirant des bénéfices au passage. À chacun de soigner son mal-être, de remplir le grand vide existentiel en achetant mille-et-une choses-déchets, dans l'espoir de régler ses problèmes, d'augmenter égoïstement son propre bien-être, d'aménager son décor personnel. On parle alors volontiers de ce produit anesthésiant qu'est la « qualité de la vie ». La qualité pour les uns, la destruction pour les autres.

Privatisation de la vie contre laquelle certains luttent en avançant la notion de bien commun ou de « biens publics mondiaux »², rappelant que « le monde n'est pas une marchandise » et qu'il ne doit pas le devenir. Il serait en effet souhaitable de se souvenir que la terre, ses forêts, ses broussailles, ses rivières, ses lacs, ses espèces, ses mers, ses peuples sont fondamentalement notre commun horizon ; ils sont la matière élémentaire de notre vie, à nous femmes et hommes, tous membres de l'humanité.

Humanité une par essence, diverse par ses manifestations ; voici une notion utile et pertinente au temps d'une mondialisation qui autorise la circulation tous azimuts des marchandises tandis qu'elle surveille de près les voyages des hommes et des femmes. Ne pourrait-on pas envisager la libre-circulation des êtres humains et le contrôle des marchandises ? Le monde en changerait de figure.

1. C. Castoriadis, *Une société à la dérive*, Seuil, 2005.

2. Voir Fr. Lille, F.-X. Verschave, *On peut changer le monde*. La Découverte, 2003.

PERSONNE, OU PRESQUE, NE VIT AUJOURD'HUI SANS SAVOIR QUE D'AUTRES MŒURS,

différentes, habitent en humain à côté de chez lui ou de l'autre côté de la terre. Cette notion de communauté humaine reste malgré tout fort abstraite, et le principe d'humanité est battu en brèche par la part d'ombre, éminemment destructrice, qui sommeille en chaque être humain, c'est-à-dire en chacun d'entre nous.

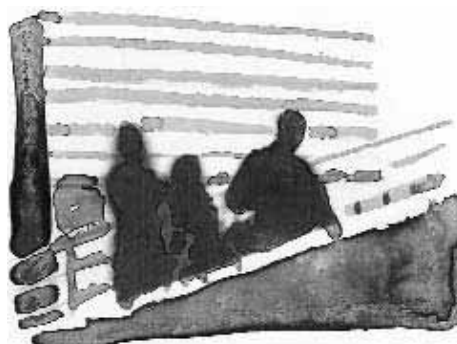
À travers l'histoire et la diversité des peuples, persistante est la tentation de réduire l'Autre, lorsqu'il s'érige face à moi, lorsqu'il s'oppose contre moi, au rang de non-humain, histoire de l'abattre symboliquement pour mieux atteindre l'intégrité de sa chair.

Le réduire au néant de la barbarie, et, ce faisant, devenir soi-même le barbare de l'Autre. D'où les multiples génocides, la pléthore de massacres qui fleurissent ici et là, manifestations tangibles que cette communauté ne va pas de soi.

[...]

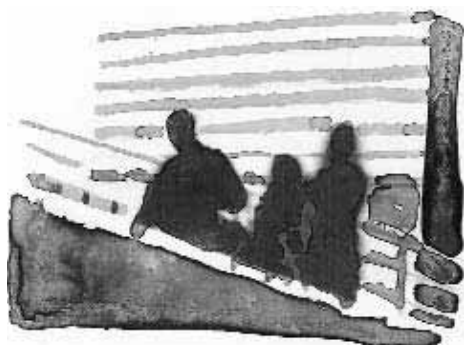
S'il est un oubli à ne jamais commettre, c'est bien celui de cette humaine, trop humaine barbarie. Une fois déclenchée, aucun idéal n'y résiste.

Tous cohabitants de la terre, certes, mais cette cohabitation réclame un effort constant de recherche d'intelligence pour lequel tout le monde ne semble pas également disposé. Parfois des circonstances ruinent les équilibres affinitaires; des chocs se produisent au gré des tectoniques relationnelles. La recherche du pouvoir est un lieu commun. Guerres, violences, esclavages et conflits sont les signes les plus visibles des ruptures d'intelligence parmi la diversité des appartenances, des identités, des stratégies, des propriétés culturelles et des appropriations territoriales et économiques.



À ma connaissance, parmi les populations ayant enraciné leurs demeures, planté tubercules ou légumes, dressé les enclos à bétail, assistant de loin au passage du nomade, le libre accès gratuit de tous aux biens communs, et moins encore aux diverses productions sociales, n'a probablement jamais existé en dehors d'appropriations locales dûment circonscrites et dûment défendues, qu'on a pu appeler «communaux». Toute territorialité fixe comporte en puissance la notion de propriété, temporaire ou durable, individuelle ou collective, inhérente au seul fait d'habiter sur la terre, de déployer son activité et d'inscrire ses marques sur son entourage. Et céder cette propriété, au sens large, ne va que rarement sans supposer, exiger de contrepartie.

Ce constat n'exclut pas des possibilités d'échanges et de partage, mais leur spontanéité en ressort plus ou moins grande selon les contextes. Une contribution matérielle, symbolique, relationnelle appelle régulièrement sa rétribution. Nous sommes là dans la définition même de l'échange, c'est-à-dire du donnant-donnant. Toutefois, l'absence de gratuité parfaite ne signifie pas forcément l'échange financier. Le don en est le parfait exemple.



C'EST DONC ICI QUE L'ÉPOQUE SE DISTINGUE, dans cette omniprésence de l'argent-fétiche qui fait tourner les têtes et se tendre les mains.

Au-delà, c'est l'accès à la société de consommation, donc de production, qui émerge et chacun aspire désormais au statut de consommateur prétendu heureux: c'est-à-dire de consommateur capable («ayant les moyens») de satisfaire des envies démultipliées par la publicité, le culte de la nouveauté et les promotions en tous genres.

L'esprit mercantile est la clef de voûte du système; il s'attache à faire de tout une marchandise: ressources naturelles, productions humaines et humanités.

Il s'ingénie également à divulguer certains mots-clefs propices à alimenter les flux matériels et à accompagner l'acte commercial, jusqu'à les faire passer dans d'autres dimensions de la vie pour en faire des principes existentiels, voire pseudo-philosophiques: changement, recherche de la nouveauté, qualité de vie, confort, bien-être, renouvellement, rentabilité... Toutes choses qui évidemment ne sont pas sans valeur (c'est le cas de le dire) mais qui tendent toujours à reconduire plus ou moins directement vers la consommation de biens ou l'achat de prestations.

Bref, l'acquisition.

L'individu hypermoderne croit agir et maîtriser sa vie au moment même où il est plus que jamais agi et ne maîtrise plus grand-chose de son existence.

«L'individualisme» qui caractérise l'époque, assimilé par certains à un surcroît de liberté individuelle, se traduit dans les faits par une standardisation presque parfaite des comportements. Liberté? Difficile de ne pas sourire.

L'organisation de base de cette société mercantile n'est plus la famille mais l'organisation économique, dont l'entreprise est le modèle privilégié.

Exit la famille, donc, qui explose plus ou moins tranquillement. Contrairement à celle-ci, qui lorsque tout va bien bénéficie spontanément de l'affectivité bienveillante de ses membres, rien de profond n'attache a priori un individu à son entreprise. En contexte professionnel, il n'y a pas de raison a priori pour établir d'autres liens que ceux, utilitaires, nécessaires pour «gagner sa vie». Ce qui n'empêche pas d'établir des relations courtoises avec ses collègues, jusqu'à, pourquoi pas, s'en faire des amis.

Pendant, au regard des gens sérieux, là n'est pas l'essentiel – l'officiel. Et l'on compte dans le champ professionnel plus de «collègues» ou de «collaborateurs» que d'amis.

En outre, ces affinités non répertoriées pourraient nourrir quelques dissidences, inspirer quelques camaraderies.

Ceci n'enlève pas à la vie professionnelle sa part non monétaire, notamment ses échanges de services, de biens, les coups de mains entre collègues, qui ne relèvent pas de l'échange sonnante et trébuchant mais s'inscrivent davantage dans l'ordre du don. Seulement voilà, nous avançons là dans le secteur de l'informel, de l'inconsidéré donc du non-existant au plan officiel. Contrebande relationnelle reléguée dans l'ombre des

organigrammes, jamais inscrite dans les chartes managériales.

Le défaut d'un tel mercenariat, exacerbé en période de rareté grandissante qu'on appelle récession économique, est qu'il détruit toute espèce d'engagement fondé sur d'autres valeurs que celles, comptables, quantitatives, étalonnées par l'argent. Et qu'il repousse en valeur marginale, dans la fantaisie de la vie prétendue sans enjeu, les logiques liées au don, au troc, aux services que l'on donne et que l'on rend, les échanges d'attention, simples et essentiels. L'or de la convivialité.

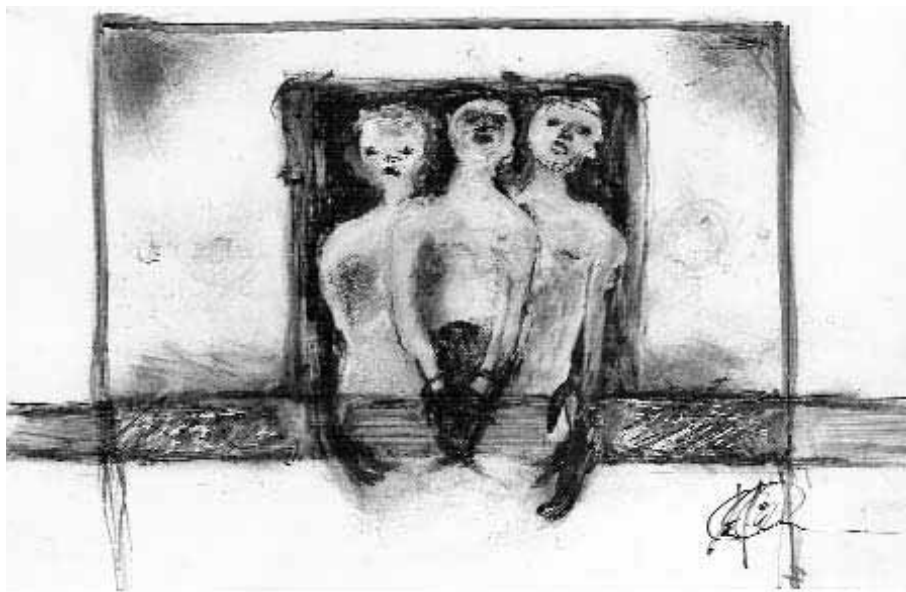
LE PRINCIPE ULTRALIBÉRAL DE L'ACCUMULATION SÉLECTIVE, dans un contexte de guerre économique, doit pour se maintenir pouvoir bénéficier de l'engagement de chacun, fondé sur la relation salariale. Tout le monde n'accumule pas, ceci reste un privilège, mais chacun doit en avoir l'envie. La motivation de cet engagement collectif est essentiellement privée : il s'agit d'un engagement commun, mais non d'un engagement pris en commun pour un

bien-être délibérément partagé. Sinon personne n'en voudrait, vu ses déplorables résultats.

Le système cherche l'adhésion à défaut de susciter l'enthousiasme, et cela requiert de chaque professionnel-consommateur (le type anthropologique produit par la société de production-consommation) un volontarisme particulier qu'il est nécessaire d'entretenir, en suscitant simultanément le désir de consommer et l'inquiétude de ne plus pouvoir le faire.

Pas une ressource humaine ne doit manquer à l'appel. L'effort de guerre économique nécessite que chacun se sente concerné. On peut même saisir là l'un des enjeux, non divulgué, de la lutte contre les discriminations en situation professionnelle : *tout le monde doit être en mesure de travailler, tout le monde doit se croire produit pour le travail, même s'il n'y a plus de travail pour tout le monde*. La Grande Duperie. Il faut entretenir l'illusion, penser positif, y croire, pour se donner à fond au monde tel qu'il va, accepter ses conditions, et supporter tous les sacrifices.

[...]



Rodolphe Christin

LA LIBERTÉ EST D'EMBLEE AU CENTRE DU PROBLÈME, d'où l'importance de déployer une pensée libertaire, tournée vers l'avenir, soucieuse de relever les défis du présent (donc du futur) afin d'imaginer les conditions pratiques de leur dépassement.

Clamer la démolition *hic et nunc* de l'État, en imaginant que le meilleur des mondes émergerait comme par enchantement de son abolition, est une illusion dont il est aisé d'imaginer les conséquences : effondrement des économies, milices et bandes armées substituées à la violence d'État, matérielle ou symbolique ; cet État qui, d'ailleurs, n'a plus le monopole de la violence. Des décennies d'éducation à la passivité sont à prendre à rebours. Le seul changement (ou même l'abolition sans préalable) de superstructure n'y suffirait pas : c'est aussi l'homme intérieur qu'il faut transformer. Or cette improbable exigence ne se satisfait pas de seuls coups de force et de déclarations politiques, le bagage ordinaire des idéologues. Avec eux le pouvoir change de mains mais le pouvoir demeure. Et le pouvoir change l'homme en chien de garde, gardien d'écuelle ou de prison, en exécutant ou en exécutant.

Prétendre piloter à coup sûr un mouvement social est un phantasme qui trop souvent ne conduit qu'à la désillusion ou à la brutalité vulgaire. Je souscris volontiers à la remarque de Paul Goodman, signalant deux dangers redoutables : « D'un côté, ceux qui veulent revenir à l'Ordre. De l'autre, les fous qui fomentent un désordre artificiel en croyant qu'ils peuvent le diriger. »³

La société, en devenant invivable et désespérante, en suscitant des désirs qu'elle ne peut satisfaire, engendre d'elle-même sa contestation, révoltes au coup par coup, usure et tentatives de contournement, dissidences et écarts,



bricolages vivaces, « érosion, décrépitude, désobéissance, écroulement des institutions »⁴.

La question cruciale aujourd'hui est de considérer comment il est encore possible d'être libre de vivre autrement et d'expérimenter des formes d'existence respectueuses de la vie. Cette liberté créatrice est d'une importance anthropologique et politique capitale. D'elle viendra la capacité à résoudre, par l'initiative éclairée, les problèmes sociétaux et écologiques désormais posés à l'échelle du monde entier, et qui appelleront des réponses diversifiées et locales. Pour cela, de nouvelles formes organisationnelles et relationnelles, mais surtout de nouveaux motifs existentiels, sont à imaginer dans les interstices encore vacants ou à ouvrir dans la société-monde. Ceci même si l'expérimentation libre est désormais difficile a priori, tout devant obéir à des protocoles bureaucratiques qui canalisent l'action quand ils ne l'obstruent pas.

En effet, les blocages sont nombreux, si nombreux qu'on les dirait érigés en principe d'obstruction pour empêcher toute « déviance », c'est-à-dire toute innovation culturelle. Nous sommes de plain-pied dans l'ère de l'administration totale de la planète et du management serré du monde.

3. P. Goodman, *La Critique sociale*, p. 22. ACL, 1997.

4. P. Goodman, *ibid*, p. 21.

IL N'Y A RIEN DE PIRE QUE L'ANGÉLISME, surtout lorsqu'il change les vessies en lanternes. Il est faux de dire que nous sommes tous frères, libres et égaux. Ou plutôt, si nous sommes frères et égaux en droit, nous ne le sommes pas dans la réalité et entre le droit et la réalité que faut-il choisir ? De quoi faut-il se satisfaire, du droit ou de la réalité ?

Il suffit d'observer le réel pour constater que l'idéal ne correspond jamais à la réalité. La nécessité de l'idéal naît justement de cette imperfection du réel, imperfection de la nature humaine, imperfection de la nature de la nature.

La mondialisation oblige à un savoir nouveau, fondement de la vie en société mondialisée : le vivre ensemble ou, plus précisément, le savoir-vivre ensemble. Vivre ensemble désormais doit s'apprendre, donc être enseigné, rien n'allant de soi dans un univers de complexité relationnelle et de diversité où la concurrence éloigne les individus, où d'invisibles murs se tissent entre les ethnies, les quartiers, les catégories sociales, les situations.

Désormais l'internationalisme est ultralibéral. Nous avons le devoir de commercer librement, hors de toute frontière. Notons bien l'absurdité du paradoxe, car en voici encore un, absurde, qui ressemble comme un frère à « La liberté c'est l'esclavage » de George Orwell⁵ : l'obligation de commercer *librement*, autrement dit : *l'obligation d'être libre* de faire des affaires avec tout : denrées, êtres humains, biens d'équipement, services, armes, etc. [...]

Palpitations

(Lac Inari, Laponie finlandaise, été 2004.)

Le bout des pieds planté dans l'eau,

*à peine une variation du cours
un envol de sterne
une respiration de terre.*

Rien ne bouge d'humain, dirait-on,

*si ce n'est les battements du cœur
le regard lancé en cercle
un flux régulier de sang
la peau qui frissonne au vent frais,
à l'eau froide contre les doigts des pieds.*

Rien ne bouge sauf un lent flot de vie,

*insensible il anime une régularité alentour
un bruit de tambour intérieur
une mémoire à rebours sur un chemin de vie
un détour de truite au fond d'une profondeur
un geste rugueux d'arbre lancé au flanc
d'une île
un son de corbeau,*

un signe de cœur.

Rodolphe Christin

Dissidence de la broussaille, Lyon,
Atelier de création libertaire, 2007.
160 p., 12 euros.

5. G. Orwell, 1984, p. 30. Gallimard, 1950.